

Convention collective

**IDCC : 9283. – EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES,
DE PÉPINIÈRES ET D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE
(Eure-et-Loir)
(24 juin 1969)**

(Étendue par arrêté du 21 avril 1971,
Journal officiel du 22 mai 1971)

**AVENANT N° 76 DU 6 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} FÉVRIER 2018**

NOR : AGRS1897175M
IDCC : 9283

Entre :

Chambre syndicale horticole d'Eure-et-Loir ;

Syndicat des arboriculteurs fruitiers d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

Union départementale du syndicat CGT-FO d'Eure-et-Loir ;

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I concernant le barème des salaires, de la convention collective sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I. – Barème des salaires

Emplois d'ouvriers de production

(En euros.)

NIVEAU - ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau I Échelon 1	9,88	1 498,50
Niveau I Échelon 2	9,90	1 501,53
Niveau II Échelon 1	9,97	1 512,15
Niveau II Échelon 2	10,05	1 524,28
Niveau III Échelon 1	10,26	1 556,13
Niveau III Échelon 2	10,35	1 569,78

NIVEAU - ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE MINIMUM	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
Niveau IV Échelon 1	10,85	1 645,62
Niveau IV Échelon 2	11,19	1 697,19

Emplois d'encadrement

(En euros.)

Niveau V Échelon 1	11,96	1 813,97
Niveau V Échelon 2	13,03	1 976,26
Niveau VI Échelon 1	14,26	2 162,81
Niveau VI Échelon 2	15,19	2 303,87
Niveau VII	Fixé de gré à gré	Fixé de gré à gré

Emplois de bureau

(En euros.)

Niveau II Échelon 1	9,97	1 512,15
Niveau II Échelon 2	10,05	1 524,28
Niveau III Échelon 1	10,26	1 556,13
Niveau III Échelon 2	10,35	1 569,78

II. – Évaluation des prestations en nature

Nourriture

PETIT-DÉJEUNER	DÉJEUNER	DÎNER	LES 3 REPAS
2,41 €	8,03 €	5,62 €	16,06 €

Article 2

Les salaires horaires ci-dessus sont applicables sous réserve du respect des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic).

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} février 2018.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale d'Eure-et-Loir de la DIRECCTE Centre, 13, rue du Docteur André-Haye, 28019 Chartres Cedex.

Fait à Chartres, le 6 février 2018.

(Suivent les signatures.)